

Deux terribles éventualités menacent la paix dans le monde. D'une part, nous pourrions voir s'évanouir tous les progrès accomplis en Europe centrale et orientale.

Dans tous les États de la région, mais particulièrement ceux qui possèdent des armes nucléaires. La participation de nos nouveaux membres à cette organisation devrait empêcher que cela ne se produise.

D'autre part, nous pourrions assister à une prolifération des armes et de la technologie nucléaires, par suite de l'exportation de cerveaux depuis des pays ayant le savoir-faire nécessaire en ce domaine. Nous devons adopter une approche commune face à cette situation.

Par exemple, en 1995, le Traité de non-prolifération (TNP) fera l'objet d'un réexamen. Il devra être prorogé indéfiniment et il nous faudra redoubler d'efforts pour amener à le signer les États qui ne l'ont pas encore fait.

Mais il ne suffit pas d'apposer sa signature au TNP. L'Iraq l'avait fait. Ce qu'il nous faut, c'est un régime d'inspections intrusif, dont l'application serait confiée à l'Agence internationale de l'énergie atomique et qui s'attacherait surtout aux pays faisant problème. Et nous devons convenir d'un financement adéquat pour sa mise en oeuvre.

Il faut aussi, et de toute urgence, que chacun de nos pays resserre considérablement les contrôles appliqués aux exportations de produits et de services liés à la fabrication de systèmes nucléaires et à la technologie des missiles. Nous engageons tout particulièrement les nouveaux États à adopter et à mettre en oeuvre les mesures de contrôle voulues pour s'assurer que leurs matériels relatifs aux armes nucléaires ne sont pas exportés vers des pays qui nourrissent l'ambition de se doter de telles armes.

Nous devons par ailleurs aider à la réalisation des plans qui visent à empêcher une migration des cerveaux dans le domaine nucléaire. Pour cela, nous devons veiller à ce que des emplois de substitution soient offerts aux experts disposés à mettre leurs compétences au service des utilisations sécuritaires et pacifiques de l'énergie nucléaire et de la protection de l'environnement dans leur propre pays. Il nous faut soutenir nos partenaires dans cette entreprise.

Enfin, Monsieur le Président, les pays dotés d'armes nucléaires doivent accélérer le processus de réduction de leurs arsenaux. Nous accueillons certes avec satisfaction les coupures que viennent d'annoncer les présidents Bush et Eltsine, mais j'estime qu'il nous en faut d'autres encore. En effet, il existe un lien politique indéniable entre la décroissance des armements dans les